



ARRÊTÉ N° M_AR2504_237

**Réglementant la circulation et le stationnement
rue Aldric Crevel**

SERVICES TECHNIQUES

Monsieur Yannick LE COQ, Adjoint au Maire de la Commune de MONTIVILLIERS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2213,

VU le Code de la route, et l'ensemble des arrêtés en vigueur relatifs à la signalisation routière,

VU l'ouvrage édité par le CERTU « signalisation temporaire - voirie urbaine - manuel du chef de chantier »,

VU l'ensemble des arrêtés en vigueur, modifiés et complétés, depuis l'arrêté municipal datant du 23 janvier 2017 réglementant à titre permanent la circulation et le stationnement sur le territoire de la Ville de Montivilliers,

VU la permission de voirie n° SRO/PV/25-112-ATP du 7 avril 2025 pour une durée d'un an.

CONSIDÉRANT

- la demande formulée le 20/03/2025 par la société VAUQUIER,

- la nécessité de permettre le bon déroulement des travaux tout en préservant la sécurité générale.

ARRÊTE

Article 1 : Afin de permettre à la société VAUQUIER de procéder au terrassement pour supprimer un branchement de gaz, au 1 rue Aldric Crevel, la chaussée fera l'objet d'un rétrécissement ponctuel au droit de la zone d'intervention, rue du Faubourg Assiquet si nécessaire durant la phase des travaux **du 28 avril au 16 mai 2025.**

En cas d'inhumation au cimetière, la société VAUQUIER devra tout mettre en œuvre pour faciliter et permettre le passage du convoi funèbre et les personnes y participant.

Article 2 : La société VAUQUIER, chargée des travaux assurera, sous sa propre responsabilité, la mise en place et la surveillance de la signalisation réglementaire et appropriée concernant le chantier.

Toutes précautions devront être prises par la société VAUQUIER pour assurer la sécurité des piétons.

Article 3 : Infractions et recours

Les infractions au présent arrêté seront relevées dans les formes prévues par les règlements en vigueur. Pendant la durée d'application du présent arrêté provisoire, toute disposition réglementaire qui, résultant d'un arrêté municipal antérieur, se révélerait en contradiction avec les stipulations dudit présent arrêté, serait à considérer comme étant suspendu.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes de l'exécutif ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application «Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. »

Article 4 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé

- Publié au recueil des actes administratifs

A Montivilliers,

Pour Le Maire et par délégation

Monsieur Yannick LE COQ

Adjoint en charge du cadre de vie et des espaces
publics

